

Bruxelles, le 30 mars 2023  
(OR. en)

7930/23

---

---

Dossier interinstitutionnel:  
2023/0039(NLE)

---

---

SCH-EVAL 67  
ENFOPOL 137  
COMIX 153

## RÉSULTATS DES TRAVAUX

---

Origine: Secrétariat général du Conseil

en date du: 28 mars 2023

Destinataire: délégations

---

N° doc. préc.: 7241/23

---

Objet: Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2022 de l'application, par l'**Espagne**, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la **coopération policière**

---

Les délégations trouveront ci-joint la décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2022 de l'application, par l'Espagne, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la coopération policière, adoptée par le Conseil lors de sa session tenue le 28 mars 2023.

Conformément à l'article 15, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1053/2013 du Conseil du 7 octobre 2013, cette recommandation sera transmise au Parlement européen et aux parlements nationaux.

Décision d'exécution du Conseil arrêtant une

## RECOMMANDATION

**pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2022 de l'application, par l'Espagne, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la coopération policière**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1053/2013 du Conseil du 7 octobre 2013 portant création d'un mécanisme d'évaluation et de contrôle destiné à vérifier l'application de l'acquis de Schengen et abrogeant la décision du comité exécutif du 16 septembre 1998 concernant la création d'une commission permanente d'évaluation et d'application de Schengen<sup>1</sup>, et notamment son article 15, paragraphe 3,

vu la proposition de la Commission européenne,

considérant ce qui suit:

- (1) Une évaluation Schengen dans le domaine de la coopération policière a été réalisée en ce qui concerne l'Espagne en février 2022. À la suite de cette évaluation, un rapport faisant état des constatations et appréciations et dressant la liste des meilleures pratiques et manquements constatés lors de l'évaluation a été adopté par la décision d'exécution C(2023) 120 de la Commission.

---

<sup>1</sup> JO L 295 du 6.11.2013, p. 27.

- (2) Au niveau stratégique, l'Espagne a mis en place un système élaboré visant à assurer l'alignement stratégique et la coordination opérationnelle entre ses différents services répressifs. Tant la police nationale que la Guardia Civil disposent d'un réseau d'experts en coopération policière internationale chargés d'assister et de conseiller les cellules de renseignement en matière criminelle au niveau régional en ce qui concerne l'utilisation des instruments de la coopération policière internationale. L'Espagne dispose d'un système spécifique en ce qui concerne la violence à caractère sexiste, soutenu par des équipes spécialisées au niveau régional.
- (3) Il convient de formuler des recommandations sur les mesures correctives que l'Espagne doit prendre pour remédier aux manquements constatés dans le cadre de l'évaluation. Priorité devrait être donnée à la mise en œuvre des recommandations 8 à 10, 12, 15 et 17.
- (4) Le 24 mai 2022, le Conseil a adopté la recommandation (UE) 2022/915 relative à la coopération opérationnelle des services répressifs<sup>1</sup>. Les autorités espagnoles sont invitées à tenir compte de cette recommandation lors de la mise en œuvre des recommandations pertinentes énoncées dans la présente décision.
- (5) Il convient de transmettre la présente décision au Parlement européen et aux parlements nationaux des États membres.
- (6) Le règlement (UE) 2022/922<sup>2</sup> du Conseil s'applique à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022. Conformément à l'article 31, paragraphe 3, les activités de suivi et de contrôle des rapports d'évaluation et des recommandations, à commencer par la présentation des plans d'action, devraient être menées conformément au règlement (UE) 2022/922.

---

<sup>1</sup> JO L 158 du 13.6.2022, p. 53.

<sup>2</sup> Règlement (UE) 2022/922 du Conseil du 9 juin 2022 relatif à la création et au fonctionnement d'un mécanisme d'évaluation et de contrôle destiné à vérifier l'application de l'acquis de Schengen, et abrogeant le règlement (UE) n° 1053/2013, JO L 160 du 15.6.2022, p. 1.

- (7) Conformément à l'article 21, paragraphe 1, du règlement (UE) 2022/922, dans un délai de deux mois à compter de l'adoption de la présente décision, l'Espagne devrait élaborer un plan d'action visant à mettre en œuvre toutes les recommandations et à remédier aux manquements constatés dans le rapport. L'Espagne devrait présenter ce plan d'action à la Commission et au Conseil,

RECOMMANDE:

que l'Espagne

### **Stratégie d'évaluation des risques, analyse des risques et produits analytiques similaires**

1. élabore une stratégie globale d'évaluation des risques et des menaces, recensant les besoins en matière de renforcement de la coopération policière avec les autres États Schengen et les pays tiers, sur la base de critères pertinents et objectifs;
2. veille à ce que toutes les connaissances stratégiques et tous les produits analytiques soient échangés entre ses propres services répressifs et avec les autres États Schengen, en particulier en ce qui concerne la criminalité dans les régions frontalières et les groupes criminels itinérants;

### **Éthique**

3. poursuive les efforts en vue de mettre en place une législation visant à protéger les lanceurs d'alerte;
4. mette au point une fonction "affaires intérieures" au niveau régional et dispense une formation continue pertinente aux agents des services répressifs à des fins de prévention;
5. mette en œuvre une procédure qui permette aux personnes de signaler de manière anonyme les fautes ou les actes de corruption commis par des agents des services répressifs;

## **Accords bilatéraux**

6. adapte ses déclarations à la convention d'application de l'accord de Schengen de façon à supprimer les restrictions à la poursuite transfrontalière par les polices française et portugaise sur le territoire espagnol et/ou relance les négociations en vue de modifier ses accords bilatéraux avec le Portugal et la France afin d'étendre les possibilités de poursuite transfrontalière pour que celles-ci répondent aux besoins de ses forces de police et deviennent un outil efficace pour lutter contre la criminalité transfrontalière dans l'espace Schengen.
7. mette en œuvre la décision 2003/170/JAI du Conseil afin de mieux représenter les intérêts de l'Espagne et des autres États membres;

## **Point de contact unique**

8. poursuive le développement du point de contact unique espagnol en intégrant les différents canaux internationaux dans une seule unité.

## **Système de gestion des dossiers**

9. établisse un système électronique de gestion des dossiers pour le point de contact unique espagnol et les centres de coopération policière et douanière, garantissant l'automatisation du traitement de l'information, le suivi des délais et le suivi de l'arriéré, et intégrant tous les canaux d'échange international d'informations. Les officiers de liaison espagnols devraient avoir accès à ce système;

## **Gestion de l'information et des bases de données**

10. développe une fonction de recherche unique en accélérant le projet actuel de la police nationale et en améliorant le système existant de la Guardia Civil, en prévoyant un accès complet aux bases de données nationales et internationales, des mesures claires à prendre et des marqueurs d'avertissement, tant pour les ordinateurs de bureau que pour les appareils mobiles. Mette cette fonctionnalité à la disposition des officiers de liaison espagnols à l'étranger;

11. élabore des lignes directrices écrites relatives au guichet unique (liste d'exemples pratiques, par exemple) en ce qui concerne le choix des outils et des canaux de communication en matière de coopération policière internationale;
12. étende l'accès direct à l'application de réseau d'échange sécurisé d'informations d'Europol aux unités d'enquête des autorités compétentes ainsi qu'aux centres de coopération policière et douanière limitrophes du Portugal, en tirant pleinement parti de la pleine capacité de cet outil, et assure le suivi 24/7 des messages entrants;
13. donne aux unités d'enquête l'accès aux recherches dans le système d'information Europol et au moteur de recherche QUEST (Querying Europol Systems), dispense une formation à cet égard aux utilisateurs finaux, et améliore le chargeur de données automatisé qui alimente le système d'information d'Europol de manière à y inclure des informations sur les enquêtes actives;
14. améliore l'échange d'informations avec les autorités de police des autres États Schengen sur la base de la mise en œuvre nationale de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil, dans le respect de toutes les conditions énoncées dans le présent instrument;
15. établisse les procédures nationales pour garantir un accès licite au système d'information sur les visas (VIS), y compris les recherches à l'aide de données biométriques, à des fins répressives, conformément à la décision 2008/633/JAI du Conseil;

### **Radiotélécommunication**

16. assure, en partenariat avec la France et le Portugal, l'interopérabilité des outils de radiotélécommunication transfrontaliers conformément à l'article 44 de la convention d'application de l'accord de Schengen;

## **Ressources humaines et formation**

17. dispense, à l'ensemble du personnel concerné, une formation continue obligatoire plus approfondie sur l'utilisation des bases de données policières internationales et des outils de coopération (tels que le VIS pour les services répressifs et la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil), adaptée aux différentes descriptions de tâches. Les membres du personnel du point de contact unique devraient se voir accorder la priorité;
18. augmente le nombre de cours de formation en langues étrangères et faciliter l'accès à ces formations au niveau régional;

## **Coopération policière transfrontière**

19. examine toutes les demandes de surveillance transfrontalière même si une demande préalable dans le même cas a été refusée.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Conseil*

*Le président / La présidente*